

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20241018-11793-DE-1-1
Date de télétransmission : 25/10/2024
Date de réception préfecture : 25/10/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 18 OCTOBRE 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame
ROSSIGNOL.

ARRAS- ACHICOURT - SAINT LAURENT BLANGY- SAINT NICOLAS LES
ARRAS Conventions de partenariat et de participation financière entre
Pas-de-Calais habitat et divers acteurs locaux dans le cadre de la
convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2024

Direction du territoire d'Arras
Rapporteur : Mme [REDACTED]

I – CONTEXTE

Dans le cadre de la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec les communes d'Arras, Achicourt, Saint Nicolas et Saint Laurent Blangy, signé le 21 décembre 2022 et de la reconduction « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à cet abattement TFPB pour l'année 2024 tel que délibéré le 19 avril 2024 que Pas-de-Calais habitat participe financièrement afin de développer des actions visant à développer la citoyenneté.

II – PROJETS

Il est proposé d'établir ou de renouveler des conventions de partenariat et de

participation financière destinées à accompagner les projets suivants :

II-1 Convention de partenariat entre la Vie Active et Pas-de-Calais habitat relative au soutien financier à la prévention spécialisée sur le quartier Jean-Jaurès à Arras

A partir du travail de rue, le Club de Prévention de la Vie Active accompagne les jeunes en situation de « marginalisation » ainsi que leur famille. Les éducateurs du Club établissent une relation de confiance avec ces jeunes, grâce à laquelle ils vont pouvoir les soutenir dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets. L'objectif est également de prévenir les conduites à risque et de créer du lien social notamment en favorisant la participation et les initiatives des habitants à l'amélioration du vivre ensemble.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 23 000 euros TTC pour l'année 2024.

II-2 Convention de partenariat entre la Vie Active et Pas-de-Calais habitat relative au soutien financier à la prévention spécialisée sur la commune d'Achicourt

A partir du travail de rue, le Club de Prévention de la Vie Active accompagne les jeunes en situation de « marginalisation » ainsi que leur famille. Les éducateurs du Club établissent une relation de confiance avec ces jeunes, grâce à laquelle ils vont pouvoir les soutenir dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets. L'objectif est également de prévenir les conduites à risque et de créer du lien social notamment en favorisant la participation et les initiatives des habitants à l'amélioration du vivre ensemble.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 14 000 euros TTC pour l'année 2024.

II – 3 Renouvellement de la convention fixant les modalités de participation financière entre la ville d'Arras et les bailleurs sociaux relative à la mise à disposition d'un local pour l'Espace de Vie Sociale des Bonnettes

Pas-de-Calais habitat est propriétaire d'un local situé 8 place Mère Teresa à Arras loué à la Ville d'Arras par le biais d'une convention signée en date du 22 décembre 2016 qui a fait l'objet de deux renouvellements.

En raison de l'intérêt général que représente l'équipement socio-éducatif à destination des familles de la ZAC des Bonnettes, dans la constitution du lien

social et de proximité dans un territoire en mutation et développement, la Ville d'Arras et les bailleurs sociaux (Pas-de-Calais habitat, SIGH et Habitat Hauts de France) ont décidé de participer financièrement à la prise en charge du loyer, ensemble et à parts égales.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée pour chaque partie à 6 438.15 euros TTC pour l'année 2024.

II- 4 Convention de partenariat entre la Vie Active et Pas-de-Calais habitat relative au soutien financier du dispositif CHI (Commission Habitat et Insertion)

La CHI prend en charge des jeunes de 18 à 30 ans en difficultés et leurs propose un accompagnement socio-éducatif renforcé et global qui s'appuie sur l'insertion par le biais de l'hébergement. Cet accompagnement s'étend sur une durée de 12 à 18 mois. L'objectif est de favoriser l'autonomie et l'insertion professionnelle par l'habitat.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 15 000 euros TTC pour l'année 2024.

II-5 Convention de partenariat et de participation financière entre le CIDFF et Pas-de-Calais habitat

Les actions du CIDFF62 Arras se développent autour de 3 axes la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes ; permanences d'accès aux droits et prise en charge des personnes victimes de violences conjugales.

Pas-de-Calais habitat souhaite participer financièrement à deux actions spécifiques complémentaires du CIDFF62. La première, intitulée « *Accès aux Droits pour tous/toutes !* » et destiné à fournir conseil et accompagnement juridique anonyme et gratuit. La seconde action consiste à accueillir, écouter, informer et accompagner dans leurs démarches, les victimes de violences dans le cadre du SAVS (Service d'Aide Spécialisé aux Victimes de Violences Sexistes et Sexuelles).

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 15 000 euros TTC pour l'année 2024.

II-6 Convention de partenariat et de financement entre la ville de Saint Nicolas les Arras et Pas-de-Calais habitat relative au projet de l'axe jeunesse

L'axe jeunesse porté par la commune de Saint Nicolas entend encourager les initiatives des jeunes en faveur des dynamiques de groupe (sentiment d'appartenance, solidarité), les accompagner dans leurs projets professionnels, favoriser leur mobilité, mais aussi leur autonomie, le développement de la citoyenneté et la prise de responsabilité.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 22 000 euros TTC pour l'année 2024.

II-7 Convention de partenariat et de financement entre la ville de Saint Nicolas les Arras et Pas-de-Calais habitat relative au projet d'action Jeunes Médiolanaïs

Le conseil municipal Jeunes Médiolanaïs de la commune de Saint Nicolas met en œuvre des actions en faveur du civisme, du respect de l'environnement et de l'écologie. Le projet consiste à donner la parole aux jeunes afin de leur permettre de participer, d'agir de façon citoyenne au sein de la commune et d'en être des acteurs.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 2 500 euros TTC pour l'année 2024.

II-8 Convention de partenariat et de financement entre les villes de Saint Nicolas les Arras et Saint Laurent Blangy et Pas-de-Calais habitat relative au projet de leurs médiathèques

Ce projet intercommunal porté par les médiathèques des villes de St Nicolas et St Laurent s'intitule « **Des habitantes et des habitants en mouvement ! de la littérature au développement personnel : créez la vie qui vous ressemble !** ». Il est destiné notamment à permettre l'accès équitable aux loisirs et à la culture, promouvoir la lecture publique et permettre aux habitants d'être acteurs de leur quartier et de leur vie grâce à la mise en place d'un salon littéraire dont ils sont initiateurs.

Il est donc proposé d'autoriser le Directeur général ou toute personne habilitée à établir définitivement les clauses, charges et conditions, à signer la convention et à verser la participation financière fixée à 7 000 euros TTC pour l'année 2024 répartie à part égale entre les 2 villes.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur Général ou toute personne habilitée à fixer définitivement les clauses, charges et conditions, à signer les conventions et à verser les participations financières telles que figurant au rapport.

Monsieur Alexandre MALFAIT n'ayant pas participé aux débats et votes du troisième projet relatif à la *convention fixant les modalités de participation financière entre la ville d'Arras et les bailleurs sociaux relative à la mise à disposition d'un local pour l'Espace de Vie Sociale des Bonnettes*

Décision adoptée à l'unanimité



Humaniste et Fraternelle

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE Pas-de-Calais habitat et la Vie Active

Commune Arras (Quartier Jean-Jaurès)

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame Maité DESSAILLY, directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

d'une part,

Et

L'Association la Vie Active dont le siège social est situé au 4 rue Beffara- 62000 ARRAS, identifiée sous le numéro SIREN 775629934 représentée par son Président en exercice, Monsieur [REDACTED].

d'autre part,

Préambule :

Cette convention, s'inscrit dans le cadre du dispositif Contrat de Ville et de la convention d'abattement de la Taxe Foncière des Propriétés Bâties en accord avec la Communauté Urbaine d'Arras, les communes d'Achicourt, St Laurent Blangy, Saint Nicolas les Arras, et Arras.

Elle est le résultat d'un partenariat riche et varié entre les 2 signataires et ce depuis de nombreuses années. Il s'agit de conforter et de sécuriser l'intervention du service de prévention spécialisée par le biais de l'abattement TFPB. En effet, les collaborations impactent positivement les territoires concernés. La proximité commune des acteurs permet de manière complémentaire de prendre en compte les réalités des publics en proposant de

l'accompagnement adapté, du lien social, de la citoyenneté... Ainsi cette convention renforce plus encore ce partenariat sur le territoire.

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la Communauté Urbaine d'Arras, et les communes d'Arras, St Nicolas lez Arras, Saint Laurent Blangy et Achicourt le 9 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 avec la commune d'Arras que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions de médiations sociales en faveur des jeunes portées par le Club de prévention de l'Association La Vie Active sur le quartier Jean-Jaurès.

Présentation du service de prévention :

Le Club de Prévention « Présence et Action Sociale » géré par l'association La Vie Active intervient dans les différents territoires au sein de la Communauté Urbaine d'Arras quartiers dits disqualifiés (essentiellement en géographie prioritaire). Il a un agrément du Conseil Départemental dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance (protection de l'enfance).

La prévention spécialisée est une forme d'action éducative en direction des jeunes et des groupes de jeunes, en rupture ou en souffrance, en voie de marginalisation ou déjà marginalisés, menée dans le milieu de vie naturelle des jeunes. Cette intervention, caractérisée par le travail de rue, vise à rompre leur isolement et à favoriser leur inscription dans leur environnement. La prévention spécialisée intervient également dans le champ de la parentalité.

La mise en place des actions s'appuie sur des principes qui fondent le cadre de l'intervention : l'absence de mandat nominatif, la libre adhésion des jeunes, l'anonymat, la non institutionnalisation des activités.

Objectifs et missions :

A partir du travail de rue, le Club de Prévention de la Vie Active accompagne les jeunes en situation de « marginalisation » ainsi que leur famille. Les éducateurs du Club établissent une **relation de confiance** avec ces jeunes, grâce à laquelle ils vont pouvoir les **soutenir dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets**. L'objectif est également de **prévenir les conduites à risque**, et notamment les conduites addictives ou dites de « mise en danger ». Enfin, la finalité de l'action des équipes du Club de Prévention de la Vie Active est de **créer du lien social** : favoriser la participation et les initiatives des habitants à l'amélioration du vivre ensemble, intégrer les populations au développement social local, développer des projets en partenariat avec et au profit des habitants, créer du lien intergénérationnel, permettre le dialogue entre les habitants sans distinction d'âges ...

Partant des ressources des jeunes nous construisons ensemble son projet et son parcours.

Public accueilli :

Jeunes de 11 à 21 ans et plus, parents.

Le territoire d'intervention :

Le club de Prévention intervient sur le territoire de la Communauté Urbaine d'Arras, et plus particulièrement sur 3 secteurs :

- Secteur Arras-Ouest.
- Secteur Sud Arrageois : Achicourt et Arras. (Jean Jaurès, 4As, saint Michel Goudemand)
- Secteur nouvelles résidences St Nicolas-St Laurent.

Il s'agit essentiellement des territoires de la nouvelle géographie prioritaire.

Pour être au plus proche des habitants, L'équipe de prévention spécialisée est présente dans différents locaux répartis sur le territoire.

Il s'agit essentiellement d'un territoire d'habitat collectif. Pas-de-Calais habitat est le principal bailleur.

Le financement du service de prévention :

Actuellement, le club est financé par le conseil Départemental dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, la Communauté Urbaine d'Arras, l'Etat, ville d'Arras...

Pas-de-Calais habitat engagé pour la jeunesse sur le territoire :

Au-delà de ce partenariat, Pas de Calais Habitat est engagé dans une politique en faveur de l'accompagnement des jeunes et ce par la mise en place du programme #1 jeune 1 logement :

Loyer Tout Compris : proposer aux jeunes demandeurs un logement à la location où toutes les charges sont incluses : loyers, charges locatives, charges liées à l'énergie et aux fluides. Un accompagnement social est organisé dans le mois qui suit leur arrivée dans le logement.

Bouclier Social Junior : garantir un taux d'effort de 25% pour des locataires de moins de 30 ans seul ou en couple, habitant dans un T2, T1 ou studio.

Idée de GenY : c'est un fond d'aide destiné aux jeunes locataires ou enfants de locataires, de moins de 30 ans afin de soutenir leurs projets et initiatives.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de l'Association La Vie Active pour les actions de médiations sociales menées par le club de prévention de la Vie Active au sein du quartier Jean-Jaurès suite aux engagements pris dans le cadre du plan d'actions lié à l'abattement TFPB 2024.

ARTICLE 2 :

La participation financière de Pas-de-Calais habitat permet au Club de prévention de renforcer son intervention au sein du quartier Jean-Jaurès. En effet, cette collaboration conforte et sécurise l'équipe de professionnels déjà en place.

ARTICLE 3 :

La participation financière de Pas-de-Calais habitat s'élève à 23 000 euros TTC pour l'intervention du club de prévention dans le quartier Jean-Jaurès sur la commune d'Arras pour l'année 2024.

ARTICLE 4 :

Pas-de-Calais habitat s'engage à verser la participation financière dans les conditions fixées à l'article 7 de la présente convention.

La présente participation financière de Pas-de-Calais habitat est ferme et définitive pour l'année 2024 et ne pourra être modifiée.

En contrepartie de la participation financière de Pas-de-Calais habitat, l'association la Vie Active s'engage à :

- Justifier par une note argumentaire détaillée de l'utilisation des fonds objet de la présente convention, ce pour le 31 janvier au plus tard de l'année N+1.
- Produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès Pas de Calais Habitat dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- Communiquer à Pas de Calais Habitat, en double exemplaire, au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat et son annexe certifiés par le Président et le Trésorier, ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- Prévenir Pas de Calais Habitat des dates d'assemblées générales et fournir obligatoirement les procès-verbaux de celles-ci.
- Adresser toute modification qui interviendrait dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau, dans les meilleurs délais le cas échéant.
- Justifier autant que de besoin l'utilisation des subventions reçues en tenant sa comptabilité à disposition, laquelle est tenue par référence aux principes du plan général en vigueur et aux avis experts.
- Déclarer, immédiatement, toute modification remettant en cause ses liens avec Pas de Calais Habitat.

En cas d'écart significatif dans la réalisation du budget prévisionnel ou de non-respect de ses engagements par l'Association, Pas-de-Calais habitat, après avoir entendu l'Association, pourra arrêter les dispositions qui s'imposent.

ARTICLE 5 :

L'Association s'engage par la signature de la présente à faire état de la participation financière de Pas de Calais Habitat sur l'ensemble des documents relatifs à son activité et d'informer ses interlocuteurs.

Par ailleurs, Pas de Calais Habitat sera convié aux différentes instances (comités de pilotage, de financeurs) afin de partager sur l'activité du service de prévention.

ARTICLE 6 :

La présente convention prendra effet à sa date de signature pour se terminer le 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 :

Le versement de la participation financière se déclinera de la manière suivante :

2024 : 1^{er} versement à la signature de la convention (50 %) et le solde en fin d'exercice.

Le paiement sera effectué par virement sur le compte bancaire de l'Association la Vie Active, après présentation sur la plateforme CHORUS d'une facture dûment établie en son nom et sur présentation d'un RIB.

ARTICLE 8 :

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 9 :

L'Association s'engage à faciliter tout contrôle que le Président de Pas-de-Calais habitat souhaiterait opérer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 :

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends avant de recourir à l'action judiciaire.

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 11 :

L'Association exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Pas-de-Calais habitat ne puisse être recherchée.

ARTICLE 12 :

L'Association se conformera aux prescriptions réglementaires et législatives relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que Pas-de-Calais habitat ne puisse être inquiété, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour tout engagement que l'association aurait contracté dans le cadre de son activité et pouvant avoir des conséquences financières.

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par l'Association La Vie Active dans le cadre de l'objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 13 :

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

ARTICLE 14 :

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 15 :

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité

avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

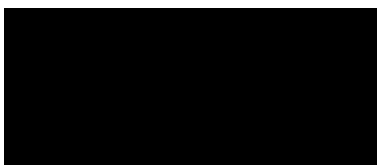
En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Fait à ARRAS, le En 4 exemplaires.

(7 pages)

Le Président
de l'Association La Vie Active

La Directrice du Territoire d'Arras
Pas-de-Calais habitat





Humaniste et Fraternelle

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE Pas-de-Calais habitat et la Vie Active

Commune Achicourt

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame Maité DESSAILLY, directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

d'une part,

Et

L'Association la Vie Active dont le siège social est situé au 4 rue Beffara- 62000 ARRAS, identifiée sous le numéro SIREN 775629934 représentée par son Président en exercice, Monsieur [REDACTED].

d'autre part,

Préambule :

Cette convention, s'inscrit dans le cadre du dispositif Contrat de Ville et de la convention d'abattement de la Taxe Foncière des Propriétés Bâties en accord avec la Communauté Urbaine d'Arras, les communes d'Achicourt, St Laurent Blangy, Saint Nicolas les Arras, et Arras.

Elle est le résultat d'un partenariat riche et varié entre les 2 signataires et ce depuis de nombreuses années. Il s'agit de conforter et de sécuriser l'intervention du service de prévention spécialisée par le biais de l'abattement TFPB. En effet, les collaborations impactent positivement les territoires concernés. La proximité commune des acteurs permet de manière complémentaire de prendre en compte les réalités des publics en proposant de

l'accompagnement adapté, du lien social, de la citoyenneté... Ainsi cette convention renforce plus encore ce partenariat sur le territoire.

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la Communauté Urbaine d'Arras, et les communes d'Arras, St Nicolas lez Arras, Saint Laurent Blangy et Achicourt le 9 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 avec la commune d'Achicourt que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions de médiations sociales en faveur des jeunes portées par le Club de prévention de l'Association La Vie Active sur le quartier des 4 As à Achicourt.

Présentation du service de prévention :

Le Club de Prévention « Présence et Action Sociale » géré par l'association La Vie Active intervient dans les différents territoires au sein de la Communauté Urbaine d'Arras quartiers dits disqualifiés (essentiellement en géographie prioritaire). Il a un agrément du Conseil Départemental dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance (protection de l'enfance).

La prévention spécialisée est une forme d'action éducative en direction des jeunes et des groupes de jeunes, en rupture ou en souffrance, en voie de marginalisation ou déjà marginalisés, menée dans le milieu de vie naturelle des jeunes. Cette intervention, caractérisée par le travail de rue, vise à rompre leur isolement et à favoriser leur inscription dans leur environnement. La prévention spécialisée intervient également dans le champ de la parentalité.

La mise en place des actions s'appuie sur des principes qui fondent le cadre de l'intervention : l'absence de mandat nominatif, la libre adhésion des jeunes, l'anonymat, la non institutionnalisation des activités.

Objectifs et missions :

A partir du travail de rue, le Club de Prévention de la Vie Active accompagne les jeunes en situation de « marginalisation » ainsi que leur famille. Les éducateurs du Club établissent une **relation de confiance** avec ces jeunes, grâce à laquelle ils vont pouvoir les **soutenir dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets**. L'objectif est également de **prévenir les conduites à risque**, et notamment les conduites addictives ou dites de « mise en danger ». Enfin, la finalité de l'action des équipes du Club de Prévention de la Vie Active est de **créer du lien social** : favoriser la participation et les initiatives des habitants à l'amélioration du vivre ensemble, intégrer les populations au développement social local, développer des projets en partenariat avec et au profit des habitants, créer du lien intergénérationnel, permettre le dialogue entre les habitants sans distinction d'âges ...

Partant des ressources des jeunes nous construisons ensemble son projet et son parcours.

Public accueilli :

Jeunes de 11 à 21 ans et plus, parents.

Le territoire d'intervention :

Le club de Prévention intervient sur le territoire de la Communauté Urbaine d'Arras, et plus particulièrement sur 3 secteurs :

- Secteur Arras-Ouest.

- Secteur Sud Arrageois : Achicourt et Arras. (Jean Jaurès- moulin Hacart, 4As, saint Michel Goudemand, cité des cheminots)

- Secteur nouvelles résidences St Nicolas-St Laurent.

Il s'agit essentiellement des territoires de la nouvelle géographie prioritaire.

Pour être au plus proche des habitants, L'équipe de prévention spécialisée est présente dans différents locaux répartis sur le territoire.

Il s'agit essentiellement d'un territoire d'habitat collectif. Pas-de-Calais habitat est le principal bailleur.

Le financement du service de prévention :

Actuellement, le club est financé par le conseil Départemental dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, la Communauté Urbaine d'Arras, l'Etat, ville d'Arras...

Pas-de-Calais habitat engagé pour la jeunesse sur le territoire :

Au-delà de ce partenariat, Pas de Calais Habitat est engagé dans une politique en faveur de l'accompagnement des jeunes et ce par la mise en place du programme #1 jeune 1 logement :

Loyer Tout Compris : proposer aux jeunes demandeurs un logement à la location où toutes les charges sont incluses : loyers, charges locatives, charges liées à l'énergie et aux fluides. Un accompagnement social est organisé dans le mois qui suit leur arrivée dans le logement.

Bouclier Social Junior : garantir un taux d'effort de 25% pour des locataires de moins de 30 ans seul ou en couple, habitant dans un T2, T1 ou studio.

Idée de GenY : c'est un fond d'aide destiné aux jeunes locataires ou enfants de locataires, de moins de 30 ans afin de soutenir leurs projets et initiatives.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de l'Association La Vie Active pour les actions de médiations sociales menées par le club de prévention de la Vie Active au sein du quartier des 4 As à Achicourt suite aux engagements pris dans le cadre du plan d'actions lié à l'abattement TFPB 2024.

ARTICLE 2 :

La participation financière de Pas-de-Calais habitat permet au Club de prévention de renforcer son intervention au sein du quartier des 4 As. En effet, cette collaboration conforte et sécurise l'équipe de professionnels déjà en place.

ARTICLE 3 :

La participation financière de Pas- de -Calais habitat s'élève à 14 000 euros TTC pour l'intervention du club de prévention sur le secteur d'Achicourt pour l'année 2024.

ARTICLE 4 :

Pas-de-Calais habitat s'engage à verser la participation financière dans les conditions fixées à l'article 7 de la présente convention.

La présente participation financière de Pas-de-Calais habitat est ferme et définitive pour l'année 2024 et ne pourra être modifiée.

En contrepartie de la participation financière de Pas-de-Calais habitat, l'association la Vie Active s'engage à :

- Justifier par une note argumentaire détaillée de l'utilisation des fonds objet de la présente convention, ce pour le 31 janvier au plus tard de l'année N+1.
- Produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès Pas de Calais Habitat dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- Communiquer à Pas de calais Habitat, en double exemplaire, au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat et son annexe certifiés par le Président et le Trésorier, ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- Prévenir Pas de Calais Habitat des dates d'assemblées générales et fournir obligatoirement les procès-verbaux de celles-ci.
- Adresser toute modification qui interviendrait dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau, dans les meilleurs délais le cas échéant.
- Justifier autant que de besoin l'utilisation des subventions reçues en tenant sa comptabilité à disposition, laquelle est tenue par référence aux principes du plan général en vigueur et aux avis experts.
- Déclarer, immédiatement, toute modification remettant en cause ses liens avec Pas de Calais Habitat.

En cas d'écart significatif dans la réalisation du budget prévisionnel ou de non-respect de ses engagements par l'Association, Pas de Calais Habitat, après avoir entendu l'Association, pourra arrêter les dispositions qui s'imposent.

ARTICLE 5 :

L'Association s'engage par la signature de la présente à faire état de la participation financière de Pas de calais Habitat sur l'ensemble des documents relatifs à son activité et d'informer ses interlocuteurs.

Par ailleurs, Pas de calais Habitat sera convié aux différentes instances (comités de pilotage, de financeurs) afin de partager sur l'activité du service de prévention.

ARTICLE 6 :

La présente convention prendra effet à sa date de signature pour se terminer le 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 :

Le versement de la participation financière se déclinera de la manière suivante :

2024 : 1^{er} versement à la signature de la convention (50 %) et le solde en fin d'exercice.

Le paiement sera effectué par virement sur le compte bancaire de l'Association la Vie Active, après présentation sur la plateforme CHORUS d'une facture dûment établie en son nom et sur présentation d'un RIB.

ARTICLE 8 :

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 9 :

L'Association s'engage à faciliter tout contrôle que le Président de Pas-de-Calais habitat souhaiterait opérer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 :

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends avant de recourir à l'action judiciaire.

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 11 :

L'Association exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Pas-de-Calais habitat ne puisse être recherchée.

ARTICLE 12 :

L'Association se conformera aux prescriptions réglementaires et législatives relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que Pas-de-Calais habitat ne puisse être inquiété, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour tout engagement que l'association aurait contracté dans le cadre de son activité et pouvant avoir des conséquences financières.

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par l'Association La Vie Active dans le cadre de l'objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 13 :

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

ARTICLE 14 :

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 15 :

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé,

ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

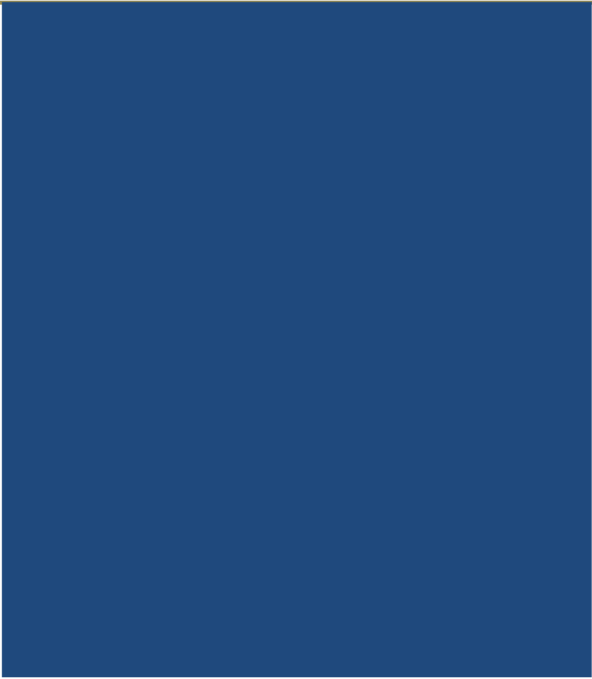
Fait à ARRAS, le En 4 exemplaires.

(7 pages)

Le Président
de l'Association La Vie Active

La Directrice du Territoire d'Arras
Pas-de-Calais habitat





Renouvellement de la
convention fixant les
modalités de participation
financière entre la Ville
d'Arras et les bailleurs
sociaux relative au loyer de
l'équipement socio-éducatif

=====

EVS des Bonnettes
8 place Mère Teresa
ZAC des Bonnettes - Arras

**Renouvellement de la convention fixant les modalités de
participation financière Ville d'Arras, Pas-de-Calais habitat,
Habitat Hauts-de-France et SIGH relative au loyer de
l'équipement socio-éducatif – EVS des Bonnettes
8 place Mère Térésa – ZAC des Bonnettes à ARRAS**

Entre les soussignés :

La Ville d'Arras, dont le siège social est situé 6 place Guy Mollet, représentée par Monsieur [REDACTED], adjoint au Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature accordée par Monsieur [REDACTED], Maire d'Arras, suivant arrêté en date du 4 octobre 2022,

Dénommée ci-après « Ville d'Arras »,

Et d'une décision du Maire courant octobre 2024,

De 1^{ère} part,

ET

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame [REDACTED], directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

Dénommé ci-après « Pas-de-Calais habitat ».

De seconde part,

ET

Habitat Hauts de France, Société Anonyme HLM à Directoire, dont le siège social est situé 520 boulevard du Parc d'Affaires, BP 111, 62903 Coquelles Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le SIREN 661 750 067 et représentée par Monsieur [REDACTED], Président du Directoire,

Dénommée ci-après « Habitat Hauts de France »

De troisième part,

ET

Société Immobilière Grand Hainaut (SIGH), Société Anonyme à Directoire, dont le siège social est situé 40 boulevard Saly, 59000 Valenciennes, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le SIREN 548 800 382 et représentée par Monsieur Pierre TONNEAU, Président du Directoire,

Dénommée ci-après « SIGH »

De quatrième part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Par acte en date du 22 décembre 2016, Pas-de-Calais habitat a donné à bail à la ville d'ARRAS un local situé 8 Place Mère Térésa à ARRAS destiné à un usage socio-éducatif à destination des familles de la ZAC des Bonnettes.

En raison de l'intérêt général que représente, l'équipement socio-éducatif à destination des familles à la ZAC des Bonnettes, nécessaire à la constitution du lien social et de proximité dans un territoire en mutation et développement, la Ville d'Arras et les parties suscitées en objet de la convention, ont décidé de participer financièrement, à la prise en charge du loyer du local, ensemble et par parts égales, pour mener à bien le projet. Elles confirment l'intérêt de cet équipement pour le quartier et des actions menées par l'Espace de Vie Sociale des Bonnettes.

En conséquence, une convention fixant les modalités de participation financière a été régularisée entre l'ensemble des parties le 10 novembre 2015.

Cette convention a fait l'objet de deux renouvellements : les 5 mars 2020 et 17 juillet 2020.

Pas-de-Calais habitat et la Ville d'Arras ont inclus le maintien de la prise en charge du montant du loyer du local, dans leur plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les rapports financiers et moraux entre les contractants faisant suite à la signature du bail entre la Ville d'Arras et le propriétaire des locaux sis 8 place Mère Térésa à Arras, à savoir Pas-de-Calais habitat, et aux engagements pris dans son plan d'actions lié à l'abattement TFPB sur la commune d'Arras pour l'année 2024 dans le cadre du projet d'amélioration du cadre de vie pour le quartier des Bonnettes.

Article 2 : Description et objectifs

- Désignation : équipement socio-éducatif de proximité à destination des habitants
- Lieu de l'opération : Commune d'Arras
- Secteur : ZAC des Bonnettes
- Propriétaire des locaux : Pas-de-Calais habitat
- Locataire des locaux : Ville d'Arras
- Surface : 258,17m²
- Durée du bail : du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 inclus (étant ici précisé qu'un Avenant au bail devrait être régularisé entre Pas-de-Calais habitat et la Ville d'Arras dans le courant de l'année 2025)
- Porteur de l'action : Ville d'Arras

- Objectifs :
 - 1- Créer du lien social
 - 2- Favoriser l'appropriation du lieu par les habitantsPublics ciblés : habitants, locataires, familles, collectifs ou associations d'habitants et d'usagers

Article 3 : Autorisation

La Ville d'Arras prend l'engagement d'assurer l'opération décrite ci-dessus, sous réserve qu'elle obtienne,

L'engagement des parties pour la prise en charge du loyer annuel, par parts égales, dans les conditions définies à l'article 6.

Article 4 : Durée

La présente convention est consentie et acceptée à compter rétroactivement du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024 inclus.

Les parties pourraient décider de renouveler la présente convention en fonction des plans d'actions TFPB qui seront conclus au travers du contrat de ville.

Article 5 : Montant du loyer pour l'année 2024

Le loyer annuel de base au titre de l'année 2024 est de 25 752.60 €, pour le local situé 8 Place Mère Térésa à ARRAS, objet du bail régularisé entre Pas-de-Calais habitat et la Ville d'Arras.

La participation des quatre parties signataires de la présente convention sera exécutée par parts égale dans les conditions fixées à l'article 6.

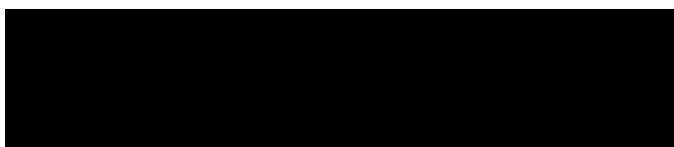
Article 6 : Modalités de versement de la participation à la commune

Les parties s'engagent à participer financièrement comme suit, pour l'année 2024 :

- Pas-de-Calais habitat : 6 438.15 €, sous forme d'une remise commerciale,
- Habitat Hauts de France : 6 438.15 €
- Société Immobilière Grand Hainaut (SIGH) : 6 438.15 €

Le versement de la participation financière de Habitat Hauts de France et de la Société Immobilière Grand Hainaut (SIGH) s'effectuera en une seule fois avant le 31 décembre 2024, au vu du justificatif de loyer acquitté par la Ville d'Arras et à réception du titre exécutoire. S'agissant de Pas-de-Calais habitat, la participation financière s'effectuera sous la forme d'une remise commerciale sur quittance.

Le versement sera effectué sur le compte de la Ville d'Arras ouvert auprès de la Banque de France et dont le compte est domicilié à la Trésorerie d'Arras – 16 place du Maréchal Foch – 62000 ARRAS :



Dans ces conditions, la participation financière de la Ville d'Arras s'établit à 6 438.15 €.

Dans le cas où les services fiscaux mettraient en cause ce dispositif de participation financière, le loyer serait intégralement dû par la Ville d'Arras à Pas-de-Calais habitat rétroactivement à compter du 1er janvier 2024, date de prise d'effet de la présente convention.

Article 7 : Utilisation de la participation financière

La participation financière des parties au loyer du local sis 8 Place Mère Térésa à ARRAS permet à chacune d'entre elles, d'être associée à titre consultatif au projet de l'Espace de vie sociale (EVS) des Bonnettes. Aussi, la Ville d'Arras invite les trois parties (Pas-de-Calais habitat, Habitat Hauts-de-France et SIGH) à un comité de pilotage de suivi des actions de l'EVS des Bonnettes au moins une fois par an.

La Ville d'Arras valorisera également le soutien des parties sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation dont il est l'organisateur.

En outre, dans le cadre des relations et manifestations à destination des locataires organisées par l'un des bailleurs suscités, ce dernier peut associer l'espace de vie sociale des Bonnettes, notamment aux fins de pouvoir disposer du local sis 8 place Mère Teresa à Arras.

Article 8 : Résiliation

A défaut pour chacune des parties d'exécuter une seule des charges et conditions de la présente convention, qui sont toutes de rigueur, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans aucune formalité judiciaire, huit (8) jours après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception contenant déclaration par l'une ou l'autre des parties de son intention d'user de la présente clause et mentionnant ce délai, demeuré sans effet.

Article 9 : Droit applicable et règlement des litiges

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par les biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

A défaut, les litiges pouvant résulter de l'application des présentes relèvent de la compétence de la Juridiction territorialement compétente.

Article 10 : Code de conduite

Les parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard de Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais – telle que défini dans le code de conduite qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel de Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlement applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Article 11 : RPGD

Chacune des parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016 /679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

Article 12 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, chaque partie élit domicile en son siège.

DONT ACTE

Fait et signé à Arras en 4 exemplaires, le
(6 pages)

**Pour Pas-de-Calais habitat,
La Directrice de Territoire,**



**Pour la Société Immobilière Grand
Hainaut (SIGH),
Le Président du Directoire,**



**Pour Habitat Hauts de France,
Le Président du Directoire,**



**Pour la Ville d'Arras,
L'adjoint délégué,**





Humaniste et Fraternelle

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE PARTICIPATION FINANCIERE ENTRE Pas-de-Calais habitat et La Vie Active

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame Maité DESSAILLY, directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

d'une part,

Et

L'Association la Vie Active dont le siège social est situé au 4 rue Beffara- 62000 ARRAS, identifiée sous le numéro SIREN 775629934 représentée par son Président en exercice, Monsieur [REDACTED]

d'autre part,

Préambule :

Cette convention s'inscrit dans le cadre d'un partenariat déjà engagé depuis de nombreuses années entre Pas-de-Calais habitat et tout particulièrement le territoire d'Arras et l'association La Vie Active et tout particulièrement son Pôle Logement Arrageois et son service de prévention spécialisée P.A.S.

Ce partenariat qui est multiforme s'inscrit sur les territoires par la mise en place de différentes actions jeunesse. Cette convention s'attarde plus particulièrement sur l'accompagnement par le biais du logement avec le principe de « bail glissant » pour des jeunes de 18/ 30 ans.

Au regard de la pertinence de ce partenariat, les signataires de cette convention souhaitent renforcer les liens de coopération. En effet, ceux-ci impactent positivement les territoires concernés. La proximité commune des acteurs permet de manière complémentaire de prendre en compte les réalités des publics jeunes en proposant de l'accompagnement adapté en grande proximité et réactivité.

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la Communauté Urbaine d'Arras, et les communes d'Arras, St Nicolas lez Arras, Saint Laurent Blangy et Achicourt le 9 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 avec la Communauté Urbaine d'Arras que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions d'accompagnement social spécifiques portées par l'Association La Vie Active.

Présentation du Pôle Logement Arrageois :

Le Pôle Logement Arrageois est un service émanant du club de prévention P.A.S.

Il a pour mission de permettre à des jeunes âgés de 18 à 30 ans en difficultés d'accéder progressivement à un logement autonome grâce à un accompagnement socio-éducatif renforcé. Le PLA s'appuie sur 2 dispositifs :

- ✓ InterMédiation Locative qui rayonne sur tout l'arrondissement d'Arras
- ✓ Commission Hébergement Insertion, qui rayonne sur la Communauté Urbaine d'Arras.

Cette convention concerne plus particulièrement le dispositif Commission Habitat et Insertion (CHI) de la CUA.

Objectifs et missions :

La CHI prend en charge des personnes âgées de 18 à 30 ans, seules ou en couple, avec ou sans enfant.

C'est un outil d'accompagnement global renforcé qui s'appuie sur l'insertion par le biais de l'hébergement. Le ménage demandeur est reçu par une des professionnelles du service qui évalue le bien fondé et la pertinence de la demande. La candidature est ensuite présentée en commission à travers un projet d'accompagnement. Cette commission est composée de la CUA, le CCAS d'Arras, Pas-de-Calais habitat, l'association Audasse, le SIAO, la MEM.... En cas d'acceptation, un logement en « bail glissant » est proposé par le bailleur. Des logements temporaires sont également disponibles.

L'accompagnement renforcé est global et oscille sur une durée de 12 à 18 mois. Il s'organise sur différentes thématiques telles que :

- L'emploi/formation,
- La santé,
- La justice,
- La parentalité,
- Le budget,
- Le vivre ensemble

L'accompagnement est soutenu au démarrage. Puis selon l'évolution, il s'ajuste. Ce travail se réalise dans le logement lors de visites programmées ou spontanées, dans les locaux du service ou chez un partenaire. Durant l'accompagnement, les partenaires sont sollicités en fonction des besoins. Grâce aux évaluations régulières, la préparation à l'autonomie se travaille progressivement. Lorsque la situation est favorable, la commission valide le glissement du bail au nom du ménage en cas d'échec, des solutions autres sont proposées. Au cours des 3 mois suivant la signature, une veille est maintenue afin de s'assurer que la dynamique engagée perdure.

Le partenariat se veut large et adapté à l'accompagnement.

Les objectifs sont les suivants :

- Favoriser l'accès au logement autonome des jeunes et faire du logement, un levier dans le parcours de vie du jeune.
- Proposer au jeune les moyens de s'insérer socialement, professionnellement et par l'habitat, selon ses ressources, ses potentialités et sur le principe de sa libre adhésion,

- Favoriser l'autonomie du jeune et le responsabiliser en tant que futur locataire, notamment dans le cadre des droits et des devoirs du locataire.
- -Développer, en amont, ses capacités à se mobiliser et à définir son projet d'insertion.
- Mettre en place un accompagnement adapté à la situation du jeune.

Par ailleurs, le pôle a en gestion 6 logements "Allocation Logement Temporaire" de type T2 ou T3 dans le parc de Pas-de-Calais habitat.

Pas-de-Calais habitat engagé pour la jeunesse sur le territoire :

Au-delà de ce partenariat, Pas-de-Calais habitat est engagé dans une politique en faveur de l'accompagnement des jeunes et ce par la mise en place du programme #1 jeune 1 logement :

Loyer Tout Compris : proposer aux jeunes demandeurs un logement à la location où toutes les charges sont incluses : loyers, charges locatives, charges liées à l'énergie et aux fluides. Un accompagnement social est organisé dans le mois qui suit leur arrivée dans le logement.

Bouclier Social Junior : garantir un taux d'effort de 25% pour des locataires de moins de 30 ans seul ou en couple, habitant dans un T2, T1 ou studio.

Idée de GenY : c'est un fond d'aide destiné aux jeunes locataires ou enfants de locataires, de moins de 30 ans afin de soutenir leurs projets et initiatives.

Ceci exposé, Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de l'Association La Vie Active pour les actions menées par la Commission Hébergement et Insertion dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de la Communauté Urbaine d'Arras suite aux engagements pris dans le cadre du plan d'actions lié à l'abattement TFPB 2024.

ARTICLE 2 :

La participation financière de Pas-de-Calais habitat permet au Pôle Logement Arrageois de renforcer et sécuriser mieux encore les accompagnements et parcours des jeunes dans le dispositif.

ARTICLE 3 :

La participation financière de Pas- de -Calais habitat est de 15 000 euros.

ARTICLE 4 :

Pas-de-Calais habitat s'engage à verser la participation financière dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

La présente participation financière de Pas-de-Calais habitat est ferme et définitive pour l'année 2024 et ne pourra être modifiée.

En contrepartie de la participation financière de Pas-de-Calais habitat, l'association La vie Active s'engage à :

- Justifier par une note argumentaire détaillée de l'utilisation des fonds objet de la présente convention, ce pour le 31 janvier au plus tard de l'année N+1.
- Produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès Pas-de-Calais habitat dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- Communiquer à Pas-de-Calais habitat, en double exemplaire, au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat et son annexe certifiés par le Président et le Trésorier, ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée.
- Prévenir Pas-de-Calais habitat des dates d'assemblées générales et fournir obligatoirement les procès-verbaux de celles-ci.
- Adresser toute modification qui interviendrait dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau, dans les meilleurs délais le cas échéant.
- Justifier autant que de besoin l'utilisation des subventions reçues en tenant sa comptabilité à disposition, laquelle est tenue par référence aux principes du plan général en vigueur et aux avis experts.
- Déclarer, immédiatement, toute modification remettant en cause ses liens avec Pas de Calais Habitat.

En cas d'écart significatif dans la réalisation du budget prévisionnel ou de non-respect de ses engagements par l'Association, Pas-de-Calais habitat, après avoir entendu l'Association, pourra arrêter les dispositions qui s'imposent.

ARTICLE 5 :

L'Association s'engage par la signature de la présente à faire état de la participation financière de Pas-de-Calais habitat sur l'ensemble des documents relatifs à son activité et d'informer ses interlocuteurs.

Par ailleurs, Pas-de-Calais habitat sera convié aux différentes instances (comités de pilotage, de financeurs) afin de partager sur l'activité du Pôle Logement Arrageois.

ARTICLE 6 :

La présente convention prendra effet à sa date de signature pour se terminer le 31 décembre 2024.

ARTICLE 7 :

Le versement de la participation financière se déclinera de la manière suivante :

2024 : 1^{er} versement pour octobre de l'année en cours et le second versement en fin d'exercice.

Le paiement sera effectué par virement sur le compte bancaire de l'Association La Vie Active, après présentation sur la plateforme CHORUS d'une facture dûment établie en son nom et sur présentation d'un RIB.

ARTICLE 8 :

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.
La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 9 :

L'Association s'engage à faciliter tout contrôle que le Président de Pas-de-Calais habitat souhaiterait opérer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 :

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.
Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends avant de recourir à l'action judiciaire.
En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 11 :

L'Association exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Pas-de-Calais habitat ne puisse être recherchée.

ARTICLE 12 :

L'Association se conformera aux prescriptions réglementaires et législatives relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, elle fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que Pas-de-Calais habitat ne puisse être inquiété, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour tout engagement que l'association aurait contracté dans le cadre de son activité et pouvant avoir des conséquences financières.
La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par l'Association La Vie Active dans le cadre de l'objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 13 :

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

ARTICLE 14 :

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 15 :

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

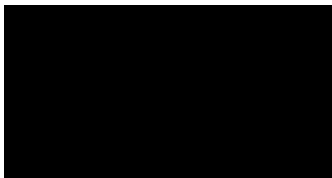
Fait à ARRAS, le

(En quatre exemplaires originaux)

(6 pages)

Le Président
De l'Association La Vie Active

La Directrice du Territoire d'Arras
De Pas-de-Calais habitat



**Convention de
partenariat et de
participation
financière entre le
CIDFF 62 et Pas-de-
Calais habitat**



Entre

L'association « Centre des Informations des droits de la femme et des familles du Pas-de-Calais », dont le siège se situe 1 rue Charles Péguy 62000 Arras et représentée par sa Présidente, Madame [REDACTED], et dont le numéro de SIRET est : 793 510 397 00029

Désigné ci-après « LE CIDFF »,

D'une part,

Et

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame [REDACTED], directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

Désigné ci-après « Pas-de-Calais habitat »

d'autre part,



Préambule :

Les actions du CIDFF 62 ARRAS, ont été développées autour de 3 axes: Les interventions dans les établissements notamment les collèges/lycées sur le volet « lutte contre les discriminations, Egalité femmes, hommes, des permanences d'accès aux droits pour toutes personnes répertoriées sur le département du Pas-de-Calais et enfin une prise en charge des victimes de violences conjugales tant au niveau juridique et psychologique.

Suite à la signature de l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement TFPB 2023 avec la Communauté Urbaine d'Arras, et les communes d'Arras, St Nicolas lez Arras, Saint Laurent Blangy et Achicourt le 9 décembre 2022 et à la reconduction de l'abattement « à périmètre constant » pour l'année 2024 par la loi de Finances du 29 décembre 2023, il a été convenu dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB pour l'année 2024 que Pas-de-Calais habitat participe financièrement à des actions d'accompagnement spécifiques portées par le CIDFF 62 d'Arras en partenariat avec d'autres acteurs du territoire.

Deux actions complémentaires sont ainsi mises en place :

La première action, intitulée « Accès aux Droits pour tous / toutes ! » a pour objectifs de :

- Permettre aux habitant.e.s des quartiers politique ville d'accéder gratuitement et anonymement à un conseil juridique.
- Permettre un accès aux droits de proximité Permettre un accompagnement juridique dans la procédure lorsque l'avocat n'est pas obligatoire (ex de révision garde d'enfants, rupture du PACS, droit du travail...).

Le CIDFF62 intervient dans 4 lieux de permanences au sein de la CUA situés en quartiers politique de la ville : PAD / point justice St Nicolas lez Arras, le Centre Social Arras Ouest, la maison de service à Thélus et au sein de la Maison France Service MT LENOIR. Ces permanences juridiques sont hebdomadaires pour le Point justice de St Nicolas (tous les vendredis), la MFS MT LENOIR (les mardis) ou mensuelles pour le CSAO (3e jeudi matin du mois). Les habitant.e.s des quartiers politique ville bénéficient d'un premier entretien avec la juriste d'une durée d'1/2h environ puis peuvent bénéficier d'un suivi, selon la longueur de leur procédure. La juriste les renseigne sur le droit de la famille (divorce, garde enfant, pension alimentaire, séparation...), le droit du travail (licenciement, non-paiement de salaire, prud'hommes...) mais également en cas de violences conjugales. Si la victime le souhaite, elle pourra également avoir un soutien psychologique au sein de la structure.

Lorsqu'une victime de violence se présente, un travail est alors mis en place au sein de notre service d'aide spécialisé aux victimes de violences sexistes et sexuelles, SAVS, c'est notre deuxième action.

Le SAVS s'adresse à toute femme victime de violences sexistes, que ce soit dans la sphère privée ou publique ou dans le cadre de la vie professionnelle. Il a pour missions prioritaires d'accueillir et d'informer les victimes sur leurs droits ainsi que de les accompagner dans leurs démarches policières, judiciaires, médicales, sociales. L'accompagnement est un processus qui s'inscrit dans la durée. Il permet aux femmes victimes de violences sexistes de mobiliser des moyens et des ressources afin de développer leur capacité à agir pour elles-mêmes.

Dans le champ de la lutte contre les violences sexistes, le CIDFF 62 inscrit son action dans le cadre de la politique publique de lutte contre les violences faites aux femmes. Elle s'appuie également sur les conventions internationales et européennes et fonde son analyse sur les causes et origines des violences sexistes, développées par la recherche féministe. Depuis le 1er septembre 2017, renouvelé en 2020, le CIDFF 62 ARRAS a été labellisé Service d'Aide spécialisé aux victimes de violences sexistes(SAVS). Les SAVS proposent aux femmes victimes un soutien pour sortir des violences sexistes et se reconstruire grâce à un accompagnement spécifique pluridisciplinaire. Le CIDFF 62 proposera ce service sur le territoire arrageois au sein de son siège à la Maison Marie Thérèse Lenoir, située au cœur des quartiers politiques de la ville. Cet accompagnement se traduira par la prise en charge des victimes tant au niveau juridique avec l'accompagnement au dépôt de plainte (en partenariat avec la DDSP et la gendarmerie), que dans la procédure de séparation, qu'au niveau psychologique avec une permanence supplémentaire dédiée à ce service. Ce service permettra un accueil d'urgence, avec ou sans rendez-vous en physique ou téléphonique. L'accompagnement, pluridisciplinaire, implique des entretiens individuels et/ou collectifs durant lesquels des sujets comme l'estime de soi, l'image. Il peut aussi nécessiter des déplacements physiques au côté des victimes pour favoriser leurs démarches. Le rythme de l'accompagnement est fonction des besoins de la victime, mais également des contraintes judiciaires. Un partenariat efficace permettra également une meilleure orientation, notamment via le CCAS se situant dans les mêmes locaux, la CAF ou encore vers le SIAO permettant la recherche d'un hébergement d'urgence. La psychologue et la juriste peuvent être amenées à accompagner physiquement les victimes à déposer plainte au commissariat d'Arras, cet accompagnement permet pour la victime de se sentir en confiance, de ne pas avoir de multiples interlocuteurs, d'entamer les démarches juridiques sans retrait de plainte à posteriori.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties pour la réalisation d'actions au profit des LOCATAIRES issu.e.s des quartiers politiques de la ville et les modalités de la participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur du CIDFF 620 ARRAS pour les actions menées au sein des quartiers prioritaires de la ville sur le territoire de la CUA .

Article 2 : Obligations réciproques des parties

Pas de Calais habitat s'engage à :

- Verser une participation financière au Centre d'informations des droits des femmes et des familles.
- A apporter son soutien au Centre d'informations des droits des femmes et des familles pour sensibiliser ses locataires à ses actions notamment avec l'aide de son personnel de proximité.
- Amener ses locataires à se diriger vers leurs locaux par le biais d'une communication réalisée à l'interne.
- Afficher le partenariat et faciliter le maillage partenarial de la CIDFF 62 avec l'ensemble des partenaires.

Le Centre d'informations des droits des femmes et des familles s'engage à :

- Promouvoir les activités du centre via des flyers et affichages de communication plus large.
- Mener des permanences juridiques et un accompagnement auprès des femmes victimes de violences.
- Faire un compte-rendu circonstancié et chiffré des actions réalisées et un bilan en fin d'année.
- Mener sur les résidences de St Nicolas, St Laurent Blangy et les quartiers Ouest d'Arras des actions, de protection des femmes victimes de violences, d'un suivi juridique les informant de leurs droits.
- Indiquer Pas de Calais Habitat comme un partenaire de leur action.

Article 3 : Confidentialité et secret professionnel

Aucune donnée personnelle ne sera transmise au CIDFF 62 par Pas-de-Calais habitat. Il appartient au CIDFF 62 de recueillir les données personnelles auprès des familles, conformément au règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD), entré en vigueur le 24 mai 2016.

Le CIDFF 62 met en place des mesures techniques et organisationnelles pour protéger les données personnelles.

Les données échangées entre Pas-de-Calais habitat et le CIDFF 62 sont des données anonymisées.

Article 4 : La participation financière

Pas-de-Calais habitat contribue au Co-financement de ce projet et s'engage à verser une participation financière de 15 000 € TTC au Centre d'informations sur les droits des femmes et des familles, porteur du projet.

La présente participation financière de Pas-de-Calais habitat est ferme et définitive pour l'année 2024 et ne pourra être modifiée.

Le paiement sera effectué par virement sur le compte bancaire du CIDFF 62, après présentation sur la plateforme CHORUS d'une facture dûment établie en son nom et sur présentation d'un RIB.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2024 et se terminera le 31 décembre 2024.

Sa reconduction fera l'objet d'une nouvelle convention.

Article 6 : Résiliation – Révision

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

Article 7 : Responsabilité-Assurance

Le CIDFF 62 ARRAS exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive.

Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que la responsabilité de Pas-de-Calais habitat ne puisse être recherchée.

Le CIDFF 62 ARRAS se conformera aux prescriptions réglementaires et législatives relatives à l'exercice de son objet statutaire. En outre, il fera son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances, présents ou futurs, constituant ses obligations sociales et fiscales, de telle sorte que la Pas-de-Calais habitat ne puisse être inquiété, en aucune façon à ce sujet. Il en est de même pour toute autre dette ou tout engagement pouvant avoir des conséquences financières que l'association aurait contractées dans le cadre de son activité.

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par le CIDFF dans le cadre de l'objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

Article 8 : Droit applicable et règlement des Litiges

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends avant de recourir à l'action Judiciaire.

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

Article 9 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Article 10 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Fait à Arras, en 2 exemplaires, le

En 7 pages.

Centre d'informations sur les droits des femmes et des familles [REDACTED] Présidente	[REDACTED] Directrice du Territoire d'Arras

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE SAINT-NICOLAS LEZ ARRAS ET PAS-DE-CALAIS HABITAT

Entre

La Ville de Saint-Nicolas-lez-Arras dont la mairie est située 9 Place Jean Jaurès, 62223 SAINT-NICOLAS LEZ ARRAS, représentée par son maire en exercice Monsieur Alain CAYET, ci-après désignée par les termes « la ville de Saint-Nicolas-lez Arras ».

D'une part,

Et

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame Maité DESSAILLY, directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

D'autre part,

La commune de Saint Nicolas lez Arras et Pas-de-Calais habitat sont ci-après désignés, individuellement une « Partie » et collectivement, les « Parties ».

PREAMBULE

L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, a étendu l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé dans les quartiers prioritaires.

Cet abattement permet aux organismes HLM de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

S'agissant du territoire de la Communauté Urbaine d'Arras, cet abattement a fait l'objet de conventions partenariales depuis 2016, par bailleur, annexées au Contrat de Ville, suivant les délibérations du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 15 décembre 2016, 22 novembre 2018, 17 décembre 2020 et 29 septembre 2022.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs se sont engagés à améliorer le niveau de qualité de service dans les quartiers prioritaires du Contrat de ville, à savoir :

- Achicourt - 4 As ;
- Achicourt/Arras - Cheminots Jean Jaurès Moulin Hacart ;
- Arras - Ouest ;

- Arras - St Michel Goudemand ;
- Saint Laurent Blangy/Saint Nicolas lez Arras - Chanteclair Cévennes ;

en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie et à la participation des locataires.

Par délibérations en date du 22 novembre 2018 et 17 décembre 2020, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a autorisé la signature d'avenants aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de TFPB signées entre l'Etat, les collectivités concernées et les bailleurs, afin d'étendre le bénéfice de cette mesure d'exonération fiscale à la période 2019-2022.

Ce dispositif, dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé dans les quartiers prioritaires, est prorogé jusqu'en 2024 inclus.

Afin de maintenir cet avantage fiscal pour les bailleurs sur l'année 2024, le cadre national prévoit la signature d'avenants aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de TFPB signées entre l'Etat, les collectivités concernées et les bailleurs pour les collectivités ayant déjà signé une convention d'abattement.

L'organisme HLM devra dans cet avenant fixer les objectifs, le programme d'actions (déterminé au regard du diagnostic et des dysfonctionnements identifiés relevant du champ de responsabilité des bailleurs), ainsi que les modalités de suivi annuel des contreparties à l'abattement de TFPB.

Les délibérations autorisant la signature de ces avenants pour l'année 2024 ont été adoptées par le conseil municipal de la ville de Saint-Nicolas lez Arras le 18 décembre 2023.

Compte tenu de ce qui précède, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre les parties et le versement d'une participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur de la ville de Saint Nicolas lez Arras pour la mise en œuvre de projets relatifs à l'axe jeunesse.

Cette action s'inscrit dans le cadre des engagements pris dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB avec la Communauté Urbaine d'Arras, les communes d'Arras, Saint Laurent Blangy et St Nicolas les Arras pour l'année 2024 et validé par le Bureau du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat le 19 avril 2024.

ARTICLE 2 : Descriptif et objectifs du projet

La ville de Saint-Nicolas lez Arras s'engage à mettre en œuvre au travers de ces projets les objectifs particuliers suivants :

1) Entendre, apporter une assistance et encourager l'initiative des jeunes pour créer des dynamiques de groupes, un sentiment d'appartenance, donner un sens au mot solidarité.

- Elaborer avec plusieurs groupes de jeunes des activités de loisirs qui permettent de créer des liens de convivialité, et la confiance réciproque avec les adultes.
- Soutenir financièrement ces activités d'une après-midi ou d'une soirée.
- Amener les habitants, les familles, certains professionnels à avoir un regard positif sur la K'fet.

2) Favoriser la méthodologie de projets collectifs ou individuels de loisirs ou professionnels pour leur permettre d'anticiper leur devenir et/ou favoriser la mobilité.

- Informer les jeunes sur les dispositifs existants : formation-emploi-loisirs
- Encourager et soutenir les projets collectifs
- Proposer des actions d'auto-financement (chantier jeunes-CEP)
- Accompagner le développement individuel du jeune (avec les partenaires)
- Permettre aux jeunes d'accéder à des loisirs en autonomie.

3) Développer la recherche de l'autonomie, la marche vers la citoyenneté et la prise de responsabilité.

- Stimuler la prise de conscience citoyenne chez les jeunes.
- Eveiller aux notions de coopération et d'interculturalité
- Accompagner financièrement des projets (séjours, permis..) contre collaboration à l'intérêt public ou général.

ARTICLE 3 : Montant de la participation financière et modalités de versement

La participation financière de Pas-de-Calais habitat s'élève à 22 000 € pour l'année 2024.

Le montant de la participation financière est ferme et définitif et ne pourra pas être modifié.

La somme sera versée à la ville sur présentation d'un titre de recettes adressé à Pas-de-Calais habitat.

ARTICLE 4 : Engagements réciproques des parties

Pas-de-Calais habitat s'engage à verser une participation financière d'un montant de 22 000 € sur présentation d'un titre de recette.

La ville s'engage à :

- Mobiliser majoritairement les publics issus du quartier Chanteclair Cévennes.
- Associer Pas de calais Habitat aux instances de pilotage et de suivi de l'action.
- Fournir un bilan qualitatif et quantitatif du projet
- Produire un compte rendu financier
- Le compte rendu financier est déposé auprès de Pas-de-Calais habitat dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- Justifier autant que de besoin l'utilisation des subventions reçues

ARTICLE 5 : Communication

La ville de Saint-Nicolas lez Arras s'engage par la signature de la présente à faire état de la participation financière de Pas-de-Calais habitat sur l'ensemble des documents relatifs à ce projet.

ARTICLE 6 : Durée de la convention-Résiliation

La présente convention prendra effet dès sa signature et se terminera au 31 décembre 2024.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.
La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : Contrôle

La ville de Saint-Nicolas lez Arras s'engage à faciliter tout contrôle que Pas-de-Calais habitat souhaiterait opérer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8 : Règlement des litiges

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 9 : Responsabilité- Assurance

La ville de Saint-Nicolas lez Arras exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité sans que celle de Pas-de-Calais habitat ne puisse être recherchée.

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière.
En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par la ville objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 10 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL JEUNES MEDIOLANAIS ET PAS-DE-CALAIS HABITAT

Entre

Le Conseil Municipal Jeunes Médiolanaïs dont le siège est située 9 Place Jean Jaurès, 62223 SAINT-NICOLAS LEZ ARRAS, représentée par sa Présidente en exercice Madame [REDACTED] ci-après désignée par les termes « le CMJ ».

D'une part,

Et

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 [REDACTED] [REDACTED]

[REDACTED] du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

D'autre part,

Le Conseil Municipal Jeunes Médiolanaïs et Pas-de-Calais habitat sont ci-après désignés, individuellement une « Partie » et collectivement, les « Parties ».

PREAMBULE

L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, a étendu l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé dans les quartiers prioritaires.

Cet abattement permet aux organismes HLM de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

S'agissant du territoire de la Communauté Urbaine d'Arras, cet abattement a fait l'objet de conventions partenariales depuis 2016, par bailleur, annexées au Contrat de Ville, suivant les délibérations du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 15 décembre 2016, 22 novembre 2018, 17 décembre 2020 et 29 septembre 2022.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs se sont engagés à améliorer le niveau de qualité de service dans les quartiers prioritaires du Contrat de ville, à savoir :

- Achicourt - 4 As ;
- Achicourt/Arras - Cheminots Jean Jaurès Moulin Hacart ;
- Arras - Ouest ;
- Arras - St Michel Goudemand ;
- Saint Laurent Blangy/Saint Nicolas lez Arras-Chanteclair Cévennes ;

en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie et à la participation des locataires.

Par délibérations en date du 22 novembre 2018 et 17 décembre 2020, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a autorisé la signature d'avenants aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de TFPB signées entre l'Etat, les collectivités concernées et les bailleurs, afin d'étendre le bénéfice de cette mesure d'exonération fiscale à la période 2019-2022.

Ce dispositif, dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé dans les quartiers prioritaires, est prorogé jusqu'en 2024 inclus.

Afin de maintenir cet avantage fiscal pour les bailleurs sur l'année 2024, le cadre national prévoit la signature d'avenants aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de TFPB signées entre l'Etat, les collectivités concernées et les bailleurs pour les collectivités ayant déjà signé une convention d'abattement.

L'organisme HLM devra dans cet avenant fixer les objectifs, le programme d'actions (déterminé au regard du diagnostic et des dysfonctionnements identifiés relevant du champ de responsabilité des bailleurs), ainsi que les modalités de suivi annuel des contreparties à l'abattement de TFPB.

Les délibérations autorisant la signature de ces avenants pour l'année 2024 ont été adoptées par le conseil municipal de la ville de Saint-Nicolas lez Arras le 18 décembre 2023.

La commune de Saint Nicolas lez Arras a délibéré le 3 novembre 2014 pour la création du CMJ, soutient financièrement et accompagne le Conseil Municipal Jeunes Médiolanaï et souhaite qu'une partie des crédits TFPB puissent leur être attribués notamment pour développer les actions de citoyenneté et de respect de l'environnement.

Compte tenu de ce qui précède, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre les parties et le versement d'une participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur du Conseil Municipal Jeunes Médiolanaï pour la mise en œuvre d'actions autour du civisme, du respect de l'environnement et de l'écologie.

Cette action s'inscrit dans le cadre des engagements pris dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB avec la Communauté Urbaine d'Arras, les communes d'Arras, Saint Laurent Blangy et St Nicolas les Arras pour l'année 2024 et validé par le Bureau du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat du 19 avril 2024.

ARTICLE 2 : Descriptif et objectifs du projet

Le projet consiste à donner la parole aux jeunes Médiolanaïsi afin de leur permettre de participer, d'agir de façon citoyenne au sein de la commune et en être des acteurs.

ARTICLE 3 : Montant de la participation financière et modalités de versement

La participation financière de Pas-de-Calais habitat s'élève à 2 500€ TTC pour l'année 2024.

Le montant de cette participation financière est ferme et définitif et ne pourra pas être modifié.

La somme sera versée à l'association du CMJ sur présentation d'un titre de recettes adressé à Pas-de-Calais habitat.

ARTICLE 4 : Engagements réciproques des parties

Pas-de-Calais habitat s'engage à verser une participation financière de 2 500 € TTC.

Le Conseil Municipal Jeunes Médiolanaïsi s'engage à :

- Mobiliser majoritairement les publics issus du quartier Chanteclair Cévennes.
- Associer Pas de calais Habitat aux instances de pilotage et de suivi de l'action.
- Fournir un bilan qualitatif et quantitatif
- Produire un compte rendu financier
- Le compte rendu financier est déposé auprès de Pas de Calais Habitat dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.
- Justifier autant que de besoin l'utilisation des subventions reçues

ARTICLE 5 : Communication

Le CMJ s'engage par la signature de la présente à faire état de la participation financière de Pas-de-Calais habitat sur l'ensemble des documents relatifs à ce projet.

ARTICLE 6 : Durée de la convention – Résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin au 31 décembre 2024.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 7 : Contrôle

Le CMJ s'engage à faciliter tout contrôle que Pas-de-Calais habitat souhaiterait opérer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8 : Règlement des litiges

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 9 : Responsabilité

Le CMJ exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires à l'exercice de son objet pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de l'Office ne puisse être recherchée.

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par le CMJ objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 10 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite

- qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 11 : RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 12 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à _____ Le _____

en 3 exemplaires
(5 pages)

Pour Pas-de-Calais habitat

Pour Le Conseil Municipal Jeunes
Médiolanaïs

MD

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT ENTRE LES VILLES DE SAINT-LAURENT-BLANGY – SAINT- NICOLAS LEZ ARRAS ET PAS DE CALAIS HABITAT AU PROFIT D'UN PROJET DE MEDIATHEQUE

Entre

La Ville de Saint-Laurent-Blangy, dont la mairie est située rue Laurent Gers 62223 SAINT-LAURENT-BLANGY, représentée par son maire en exercice, Monsieur [REDACTED] ci-après désignée par les termes « la ville de Saint-Laurent-Blangy »

La Ville de Saint-Nicolas-lez-Arras dont la mairie est située 9 Place Jean Jaurès, 62223 SAINT-NICOLAS LEZ ARRAS, représentée par son maire en exercice Monsieur [REDACTED], ci-après désignée par les termes « la ville de Saint-Nicolas-lez Arras ».

D'une part,

Et

L'Office Public de l'Habitat dénommé Pas-de-Calais habitat, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS identifié sous le numéro SIREN 344 077 672 RCS et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame [REDACTED] directrice du territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature en date du 22 janvier 2021 accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'administration du 20 décembre 2019, avec faculté de déléguer aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 26 juin 2020,

D'autre part,

Les villes de Saint Laurent Blangy et Saint Nicolas lez Arras et Pas-de-Calais habitat sont ci-après désignés, individuellement une « Partie » et collectivement, les « Parties ».

PREAMBULE

L'article 1388 bis du Code général des impôts (CGI), modifié par la loi de finances pour 2015, a étendu l'abattement de 30% sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé dans les quartiers prioritaires.

Cet abattement permet aux organismes HLM de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

S'agissant du territoire de la Communauté Urbaine d'Arras, cet abattement a fait l'objet de conventions partenariales depuis 2016, par bailleur, annexées au Contrat de Ville, suivant les délibérations du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 15 décembre 2016, 22 novembre 2018, 17 décembre 2020 et 29 septembre 2022.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs se sont engagés à améliorer le niveau de qualité de service dans les quartiers prioritaires du Contrat de ville, à savoir :

- Achicourt - 4 As ;
- Achicourt/Arras - Cheminots Jean Jaurès Moulin Hacart ;
- Arras - Ouest ;
- Arras - St Michel Goudemand ;
- St Laurent Blangy/St Nicolas – Cévennes-Chanteclair ;

en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie et à la participation des locataires.

Par délibérations en date du 22 novembre 2018 et 17 décembre 2020, le Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras a autorisé la signature d'avenants aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de TFPB signées entre l'Etat, les collectivités concernées et les bailleurs, afin d'étendre le bénéfice de cette mesure d'exonération fiscale à la période 2019-2022.

Ce dispositif, dont bénéficiaient les bailleurs pour leur patrimoine situé dans les quartiers prioritaires, est prorogé jusqu'en 2024 inclus.

Afin de maintenir cet avantage fiscal pour les bailleurs sur l'année 2024, le cadre national prévoit la signature d'avenants aux conventions initiales d'utilisation de l'abattement de TFPB signées entre l'Etat, les collectivités concernées et les bailleurs pour les collectivités ayant déjà signé une convention d'abattement.

L'organisme HLM devra dans cet avenant fixer les objectifs, le programme d'actions (déterminé au regard du diagnostic et des dysfonctionnements identifiés relevant du champ de responsabilité des bailleurs), ainsi que les modalités de suivi annuel des contreparties à l'abattement de TFPB.

Les délibérations autorisant la signature de ces avenants pour l'année 2024 ont été adoptées par les conseils municipaux des villes de Saint-Laurent-Blangy et Saint-Nicolas lez Arras le 18 décembre 2023.

Compte tenu de ce qui précède, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre les parties et le versement d'une participation financière de Pas-de-Calais habitat en faveur des villes de Saint Nicolas lez Arras et Saint Laurent Blangy pour la mise en œuvre d'un projet intercommunal porté par les médiathèques des deux villes et intitulé «Des habitantes et des

habitants en mouvement ! De la littérature au développement personnel : créez la vie qui vous ressemble !»

Cette action s'inscrit dans le cadre des engagements pris dans le plan d'actions lié à l'abattement TFPB avec la Communauté Urbaine d'Arras, les communes d'Arras, Saint Laurent Blangy et St Nicolas les Arras pour l'année 2024 et validé par le Bureau du Conseil d'Administration de Pas-de-Calais habitat le 19 avril 2024.

ARTICLE 2 : Descriptif et objectifs du projet

Au travers de ce projet les villes de Saint-Laurent-Blangy et Saint-Nicolas lez Arras s'engagent à mettre en œuvre les objectifs particuliers suivants:

- Permettre aux habitants d'être acteurs de leur quartier et de leur vie grâce à la mise en place d'un salon littéraire dont ils sont initiateurs
- Permettre l'accès équitable aux loisirs et à la culture
- Encourager l'accès à la culture grâce à des actions dont les habitants sont parties prenantes
- Promouvoir la lecture publique à travers différentes formes d'expression
- Dynamiser des parcours de vie grâce à la littérature feel-good

ARTICLE 3 : Montant de la participation financière et modalités de versement

La participation financière de Pas-de-Calais habitat s'élève à 7 000 € pour l'année 2024 répartie entre les deux villes à part égale.

La somme de 3500 € sera versée à chaque ville sur présentation d'un titre de recettes adressé à Pas-de-Calais habitat.

Le montant de cette participation financière est ferme et définitif, et ne pourra pas être modifié.

ARTICLE 4 : Engagements réciproques des Parties

Pas-de-Calais habitat s'engage à verser à chacune des communes une participation financière de 3500 € sur présentation d'un titre de recette.

Les villes s'engagent à :

- Mobiliser majoritairement les publics issus du quartier Cévennes-Chanteclair.
- Associer Pas de Calais Habitat aux instances de pilotage et de suivi de l'action.
- Produire un compte rendu financier, accompagné d'une note argumentaire détaillée, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.
- Le compte rendu financier est déposé auprès de Pas de Calais Habitat dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

- Justifier autant que de besoin l'utilisation des subventions reçues

ARTICLE 5 : Communication

Les villes de Saint-Laurent-Blangy et de Saint-Nicolas lez Arras s'engagent par la signature de la présente à faire état de la participation financière de Pas-de-Calais habitat sur l'ensemble des documents relatifs à ce projet.

ARTICLE 6 : Durée de la convention- Résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin au 31 décembre 2024.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et avant son terme, en cas d'inexécution d'une ou plusieurs obligations prescrites.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou, ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les Parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 7: Contrôle

Les villes de Saint-Laurent-Blangy et de Saint-Nicolas lez Arras s'engagent à faciliter tout contrôle que Pas-de-Calais habitat souhaiterait opérer dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8 : Règlement des litiges

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français.

En cas de contestation dans l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend serait porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 9 : Responsabilité

Les communes de St Nicolas lez Arras et St Laurent Blangy exercent ses activités sous sa responsabilité exclusive. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires à l'exercice de son objet pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de l'Office ne puisse être recherchée.

La participation de Pas-de-Calais habitat se limite à une participation financière. En aucun cas l'Office ne sera être tenu responsable des interventions réalisées par les villes objet de cette convention, ni dans leur réalisation, ni dans leur finalité.

ARTICLE 10 : Code de conduite

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande).

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite - qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

ARTICLE 11 : RPGD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 12 : Election de domicile

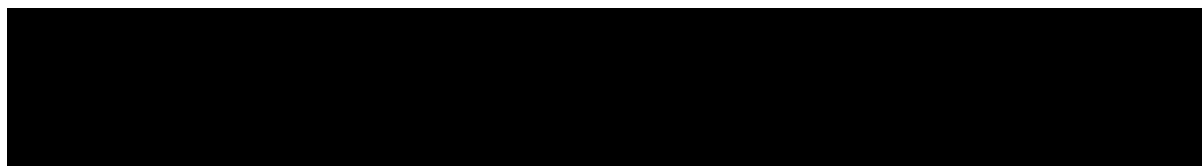
Pour l'exécution de la présente convention, chaque Partie élit domicile en son siège.

Fait à Le

en 3 exemplaires (6 pages)

Pour la ville de Saint-Nicolas-lez-Arras

Pour la ville de Saint-Laurent-Blangy



Pour Pas-de-Calais habitat

